

**LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN**

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2017/12683]

**24 MAI 2017. — Arrêté ministériel précisant le contenu,
la forme et les modalités d'information obligatoires aux acheteurs de produits contenant du glyphosate**

Le Ministre de l'Environnement,

Vu le décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture, les articles 4/1 et 4/2, insérés par le décret du 20 octobre 2016;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017 interdisant l'utilisation de produits phytopharmaceutiques contenant du glyphosate, l'article 3;

Considérant l'obligation d'informer les acheteurs de produits phytopharmaceutiques à base de glyphosate ou contenant du glyphosate de l'interdiction d'utilisation, mais également des risques de l'utilisation pour l'environnement, la santé humaine et la conservation de la nature;

Considérant que le Ministre de l'Environnement est habilité à arrêter le contenu, la forme et les modalités d'information obligatoires aux acheteurs,

Arrête :

Article 1^{er}. La brochure annexée au présent arrêté constitue l'information minimum à fournir visée à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017.

Art. 2. La brochure visée à l'article premier doit être fournie lors de chaque vente, à un acheteur non-professionnel, de produits phytopharmaceutiques à base ou contenant du glyphosate, au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur à sa date de publication.

Namur, le 24 mai 2017.

C. DI ANTONIO

La réglementation

La Directive 2009/128/CE prévoit un cadre d'action pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable partout en Europe.

En Wallonie, un décret instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable a été voté en juillet 2013 et modifié en octobre 2016. Cette modification a rendu possible l'interdiction d'application de pesticides lorsque ceux-ci contiennent des substances actives qui représentent un risque pour la protection de l'environnement, pour la santé humaine ou pour la conservation de la nature.

Sur cette base et compte tenu des incertitudes scientifiques et du principe de précaution, le Gouvernement wallon a décidé de mesures particulières pour les produits phytopharmaceutiques contenant du glyphosate.

Les mesures pour les utilisateurs non professionnels sont :

- Interdiction d'usage sur l'ensemble du territoire wallon à dater du 1^{er} juin 2017 ;
- Obligation d'information aux candidats acheteurs par un personnel formé disposant d'une phytolice et interdiction de la vente en libre-service.

En Wallonie, l'ensemble des produits contenant du glyphosate est visé par cette interdiction.

Éliminez vos produits et leurs emballages sans risque pour l'environnement

Éliminez les produits phytopharmaceutiques si :

- leur usage est interdit
- l'agrégation n'est plus valable
- l'étiquette est illisible ou absente
- l'emballage est déchiré ou abîmé
- la date de péremption est dépassée



Ces **produits** et leurs **emballages**, **même** lorsqu'ils sont **vides**, doivent être rassemblés dans un récipient étanche et **portés au recyclage**.

Vous trouverez le recyclage le plus proche de chez vous sur cette page: www.copidec.be/all-pac

Ces produits ne peuvent être mis ni à la poubelle, ni dans les sacs PMC, ni dans les égouts et les WC, ni avec les papiers/cartons.

Information obligatoire en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017 interdisant l'utilisation de produits phytopharmaceutiques contenant du glyphosate.

L'USAGE DES PRODUITS A BASE DE GLYPHOSATE INTERDIT AUX PARTICULIERS

environnement.wallonie.be/pesticides



Wallonie
environnement
SPW

Motivation

Le glyphosate présente des risques pour la protection de l'environnement, pour la santé humaine et pour la conservation de la nature.

L'importance de ces risques fait l'objet d'études et d'avis scientifiques contradictoires, y compris par les institutions officielles internationales et européennes.

Le 20 mars 2015, le Centre international de recherche sur le cancer, instance de référence auprès de l'Organisation Mondiale de la Santé, a classé le glyphosate comme « probablement cancérigène pour l'homme ».

L'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) et l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) ont tous deux émis un avis divergent.

Dans le doute et répondant à la résolution du Parlement wallon du 22 juin 2016 visant à définir une stratégie de suppression du glyphosate en Wallonie, **le Gouvernement a décidé d'appliquer le principe de précaution.**

Cette décision fait primer la santé et l'environnement sur les intérêts commerciaux et économiques.

Quelles alternatives ?

Le désherbage manuel ou mécanique (brosse, binette, sarcloir, débroussailluse, tondeuse...), le désherbage thermique, l'utilisation de plantes couvre-sol ou le paillage sont autant de méthodes respectueuses de l'environnement à mettre en œuvre pour entretenir les extérieurs.

L'entretien des espaces extérieurs doit être pensé dès leur conception (choix des revêtements, des plantes...) afin de favoriser l'efficacité des techniques alternatives.

Une fiche informative est disponible à cette adresse www.adalia.be/plantes-indesirables

Attention aux fausses alternatives !

L'utilisation de sel, de vinaigre et d'eau de Javel pour désherber le trottoir est interdite. Certains de ces produits ne sont pas sans risque pour l'environnement et pour la santé.

Le Programme wallon de réduction des pesticides (PWRP)



Il reprend les mesures qui permettront d'atteindre les objectifs de réduction des risques liés aux pesticides définis par la directive Européenne.

La mise en œuvre de ce programme se traduira notamment : par une gestion des espaces publics sans produits phytocides, par le renforcement de la protection des eaux de surface et souterraines contre la contamination par les pesticides, par une protection spécifique des publics les plus vulnérables aux pesticides (enfants, femmes enceintes, malades, personnes âgées).

Pour plus d'information: environnement.wallonie.be/pesticides

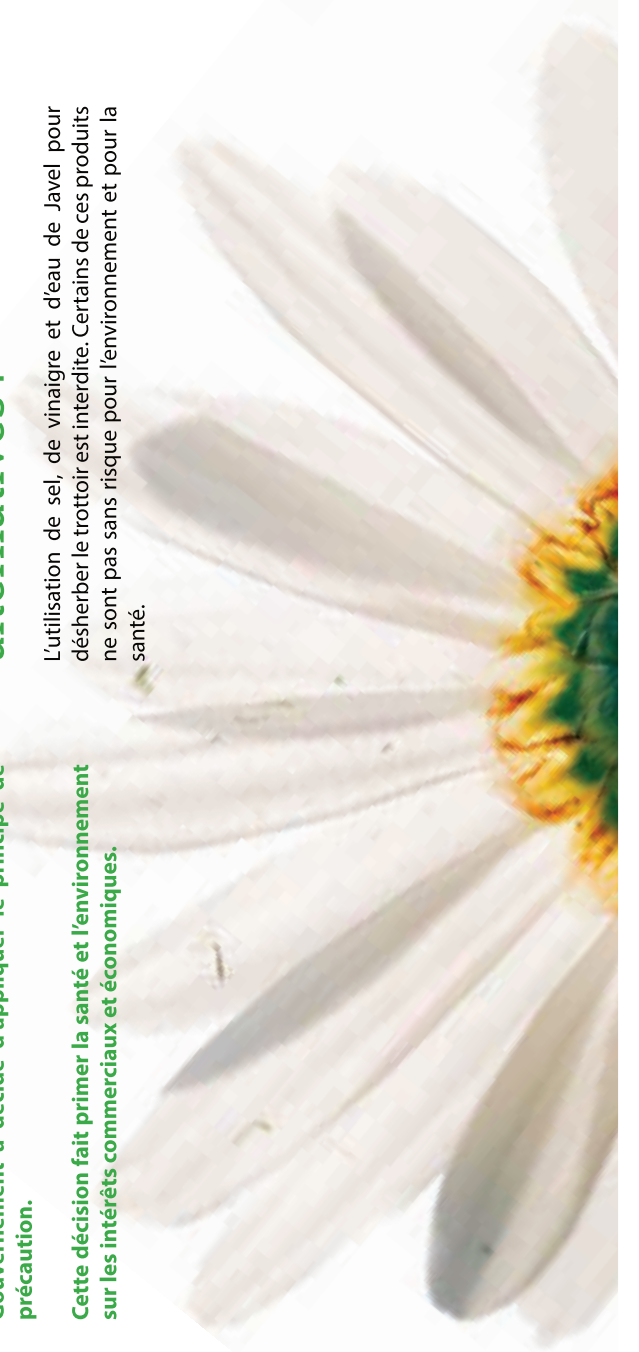
Des organismes soutenus par la Wallonie pour vous accompagner !



Adalia forme, informe et conseille les particuliers sur les alternatives aux pesticides
+32(0)4 250 95 82
www.adalia.be



Le Comité régional PHYTO informe sur la législation relative aux produits phytosanitaires et les aspects scientifiques.
+32(0)10 47 37 54
www.crphto.be



ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2017/12683]

24. MAI 2017 — Ministerieller Erlass zur Bestimmung des Inhalts, der Form und der einzuhaltenden Modalitäten für die Information der Käufer von Glyphosat enthaltenden Produkten

Der Minister für Umwelt,

Aufgrund des Dekrets vom 10. Juli 2013 über einen Rahmen für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches, des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe und des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft, Artikel 4/1 und 4/2, eingefügt durch das Dekret vom 20. Oktober 2016;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017 zum Verbot der Verwendung von Glyphosat enthaltenden Pflanzenschutzmitteln, Artikel 3;

In Erwägung der Pflicht, die Käufer von Pflanzenschutzmitteln auf Glyphosatbasis, oder die Glyphosat enthalten, über das Verwendungsverbot, aber auch über die Risiken ihrer Verwendung für die Umwelt, die menschliche Gesundheit oder die Erhaltung der Natur zu informieren;

In der Erwägung, dass der Minister für Umwelt befugt ist, den Inhalt, die Form und die einzuhaltenden Modalitäten für die Information der Käufer festzulegen,

Beschließt:

Artikel 1 - Die als Anhang zum vorliegenden Erlass beigefügte Broschüre stellt die Mindestinformation dar, die nach Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017 zu liefern ist.

Art. 2 - Die in Artikel 1 genannte Broschüre ist bei jedem Verkauf an einen nicht-professionellen Käufer von Pflanzenschutzmitteln auf Glyphosatbasis, oder die Glyphosat enthalten, im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017 zu übergeben.

Art. 3 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung in Kraft.

Namur, den 24. Mai 2017

C. DI ANTONIO

Vorschriften

Die Richtlinie 2009/128/EG sieht einen Aktionsrahmen für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden überall in Europa vor.

In der Wallonie wurde im Juli 2013 ein Dekret über einen Rahmen für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden verabschiedet und im Oktober 2016 abgeändert. Diese Abänderung hat es ermöglicht die Verwendung von Pestiziden zu verbieten, wenn sie aktive Wirkstoffe enthalten, die Risiken für den Schutz der Umwelt, die menschliche Gesundheit und die Erhaltung der Natur darstellen.

Auf dieser Grundlage und unter Berücksichtigung der wissenschaftlichen Unsicherheiten und des Vorsorgeprinzips hat die Wallonische Regierung besondere Maßnahmen für Glyphosat enthaltene Pflanzenschutzmittel beschlossen.

Maßnahmen für nicht-berufliche Verwender:

- Die Verwendung wird auf dem gesamten Hoheitsgebiet der Wallonie ab dem 1. Juni 2017 verboten;
- Potentielle Käufer müssen durch über eine Phytolizenz verfügendes Personal informiert werden und der freie Verkauf wird verboten.

In der Wallonie sind alle Glyphosat enthaltenden Produkte von diesem Verbot betroffen.

Entsorgen Sie ihre Produkte und deren Verpackungen ohne Gefahr für die Umwelt

Entsorgen Sie die Pflanzenschutzmittel, wenn:

- ihre Verwendung verboten ist;
- die Zulassung nicht mehr gültig ist;
- das Etikett unleserlich oder nicht vorhanden ist;
- die Verpackung zerrissen oder beschädigt ist;
- das Verfallsdatum abgelaufen ist;



Diese **Produkte** und deren **Verpackungen** müssen, auch wenn sie leer sind, in einem wasserdichten Behältnis gesammelt und **zu den Recyclinghöfen gebracht werden**. Der nächstgelegenen Recyclinghof finden Sie auf folgender Seite: www.copidec.be/all-pac

Diese Produkte dürfen weder über den Mülleimer, den PMK-Sack, die Abflüsse und Toiletten, noch zusammen mit den Papier/Karton-Abfällen entsorgt werden.

Obligatorische Information gemäß des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017 zum Verbot der Verwendung von Glyphosat enthaltenden Pflanzenschutzmitteln

VERBOT DER VERWENDUNG VON PRODUKTEN AUF GLYPHOSATBASIS

- AN PRIVATPERSONEN -

environnement.wallonie.be/pesticides



Begründung

Glyphosat stellt Risiken für den Schutz der Umwelt, die menschliche Gesundheit und die Erhaltung der Natur dar.

Die Bedeutung dieser Risiken ist Gegenstand widersprüchlicher wissenschaftlicher Studien und Gutachten; die offiziellen internationalen und europäischen Institutionen inbegriffen.

Am 20. März 2015 hat die Internationale Agentur für Krebsforschung, eine Referenzinstitution der Weltgesundheitsorganisation, das Glyphosat als „wahrscheinlichen krebserregenden Stoff für den Menschen“ eingestuft.

Die Europäische Behörde für Lebensmittelsicherheit (EFSA, Englisch: European Food Safety Authority) und die Europäische Agentur für chemische Stoffe (ECHA, Englisch: European Chemicals Agency) haben ein abweichendes Gutachten veröffentlicht.

Zweifelnd und als Antwort auf den Beschluss des Wallonischen Parlaments vom 22. Juni 2016 zur Festlegung einer Strategie für den Verzicht auf Glyphosats in der Wallonie, hat sich die Regierung zur Anwendung des Vorsorgeprinzips entschieden. Dieser Entschluss stellt die Gesundheit und Umwelt über die kommerziellen und wirtschaftlichen Interessen.

Welche Alternativen gibt es?

Manuelle, thermische oder mechanische Methoden zum Entfernen von Unkraut (mit einer Bürste, Unkrautmesser, Jäthacke, einem Rasentrimmer, Rasenmäher, etc.) und die Verwendung von Bodendeckern oder Mulchen sind umweltfreundliche Methoden, die für den Unterhalt von Außenflächen gleichermaßen durchgeführt werden können.

Der Unterhalt von Außenflächen sollte aus der Sicht ihrer Gestaltung heraus betrachtet werden (Wahl des Straßenbelags, der Pflanzen etc.), um so wirksame alternative Techniken zu fördern.

Unter folgender Adresse ist ein Informationsblatt erhältlich

www.adalia.be/plantes-indesirables

Achtung bei den falschen Alternativen!

Für das Entfernen des Unkrauts von Bürgersteigen ist die Verwendung von Salz, Essig und chlorhaltigen Mitteln verboten.

Einige dieser Produkte sind nicht frei von Risiken für die Umwelt und die Gesundheit.

Das Wallonische Programm zur Verringerung des Pestizideinsatzes



Es enthält Maßnahmen, die es ermöglichen sollen, die Zielvorgaben bezüglich der Verringerung der in der Richtlinie genannten Risiken von Pestiziden zu erreichen. Die Umsetzung dieses Programms erfolgt insbesondere:

durch eine Bewirtschaftung der öffentlichen Räume ohne Pflanzenschutzmittel; durch eine Förderung des Schutzes der Oberflächengewässer und des Grundwassers gegen die Kontamination durch Pestizide; durch einen besonderen Schutz der am meisten gefährdeten Zielgruppen (Kinder, Schwangere, Kranke, ältere Personen).

Für weitere Informationen: environnement.wallonie.be/pesticides

Für Ihre Unterstützung finanziert die Wallonie verschiedene Einrichtungen!



Adalia bildet, informiert und berät Privatpersonen über Alternativen zu Pestiziden
+32(0)4 250 95 82
www.adalia.be



Der Regionalausschuss PHYTO informiert über die pflanzenschutzrechtliche Gesetzgebung und die wissenschaftlichen Aspekte.
+32(0)10 47 37 54
www.crp.phyto.be



VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2017/12683]

24 MEI 2017. — Ministerieel besluit tot bepaling van de inhoud, de vorm en de verplichte modaliteiten tot informatieverstrekking aan de kopers van producten die glyfosaat bevatten

De Minister van Leefmilieu,

Gelet op het decreet van 10 juli 2013 tot vaststelling van een kader ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden en tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek, Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen en het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw, de artikelen 4/1 en 4/2, ingevoegd bij het decreet van 20 oktober 2016;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017 houdende een verbod op het gebruik van glyfosaat in gewasbeschermingsmiddelen, artikel 3;

Gelet op de verplichting om de kopers van gewasbeschermingsmiddelen op basis van glyfosaat of die glyfosaat bevatten, te informeren over het gebruiksvorbod maar ook over de risico's van hun gebruik voor het leefmilieu, voor de gezondheid van de mens en voor het natuurbehoud;

Overwegende dat de Minister van Leefmilieu ertoe gemachtigd is om de inhoud, de vorm en de verplichte modaliteiten tot informatieverstrekking aan de kopers te bepalen,

Besluit :

Artikel 1. De bij dit besluit gevoegde brochure vormt de minimale, te verstrekken informatie zoals bedoeld in artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017.

Art. 2. De in artikel 1 bedoelde brochure dient bij elke verkoop verstrekt te worden aan een niet-professionele koper van gewasbeschermingsmiddelen op basis van glyfosaat of die glyfosaat bevatten, in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op de datum van bekendmaking ervan.

Namen, 24 mei 2017.

C. DI ANTONIO

De regelgeving

Richtlijn 2009/128/EG voorziet in een actiekader om een duurzaam gebruik van pesticiden te verwezenlijken dat overeenstemt met de duurzame ontwikkeling overal in Europa.

In Wallonië werd in juli 2013 een decreet goedgekeurd dat een kader aanreikt voor een duurzaam gebruik van pesticiden. Het decreet werd aangepast in oktober 2016. Die aanpassing heeft het mogelijk gemaakt om het gebruik van pesticiden te verbieden als die actieve bestanddelen bevatten die een risico vormen voor de bescherming van het leefmilieu, voor de menselijke gezondheid of voor het natuurbehoud.

Op basis daarvan en rekening houdend met de wetenschappelijke onzekerheden en het voorzorgsbeginsel, heeft de Waalse regering bijzondere maatregelen ingevoerd voor fytofarmaceutische producten die glyfosaat bevatten.

De maatregelen voor niet-professionele gebruikers zijn:

- Een gebruiksverbod op het volledige Waalse grondgebied vanaf 1 juni 2017
- Kandidaat-kopers moeten geïnformeerd worden door geschoold personeel met een fytolicentie. De verkoop van de producten wordt verboden in zelfbedieningszaken.

In Wallonië geldt het verbod op alle producten die glyfosaat bevatten.

Ontdoe u van uw producten en hun verpakking zonder risico voor het milieu

Verwijder fytofarmaceutische producten als:

- hun gebruik verboden is
- de vergunning niet meer geldt
- het etiket onleesbaar is of ontbreekt
- de verpakking gescheurd of beschadigd is
- de houdbaarheidsdatum overschreden is



Die **producten** en hun **verpakking moeten ook als ze leeg zijn** worden verzameld in een hermetisch afgesloten recipiënt en **naar het containerpark gebracht worden**. Het dichtstbijzijnde containerpark vindt u op deze webpagina: www.copidec.be/all-pac

De producten horen niet thuis in de vuilnisbak, de PMD-zak, de riolering of het toilet, noch bij het papier en karton.

Verplichte informatie naar aanleiding van het besluit van de Waalse regering van 30 maart 2017 tot verbod van fytofarmaceutische producten die glyfosaat bevatten

HET GEBRUIK VAN PRODUCTEN OP BASIS VAN GLYFOSAAT IS VERBODEN VOOR PARTICULIEREN

environnement.wallonie.be/pesticides



Motivatie

Glyfosaat vormt een risico voor de bescherming van het leefmilieu, voor de gezondheid van de mens en voor het natuurbehoud.

De omvang van dat risico is het onderwerp van studies en tegenstrijdige wetenschappelijke meningen, onder andere van

officiële internationale en Europese instituten.

Op 20 maart 2015 bestempelde het Internationaal Centrum voor Kankeronderzoek (IARC) glyfosaat als 'waarschijnlijk kankerverwekkend voor de mens'. Het IARC is een agentschap van de Wereldgezondheidsorganisatie.

De Europese Autoriteit voor Voedselveiligheid (EFSA) en het Europees Chemicaliënagentschap gaven allebei een verschillend advies.

Door die twijfel en gelet op de resolutie van het Waals Parlement van 22 juni 2016 om een strategie te bepalen voor de afschaffing van glyfosaat in Wallonië, heeft de regering beslist om het voorzorgsbeginsel toe te passen.

De beslissing geeft gezondheid en leefmilieu voorrang op commerciële en economische belangen.

Wat zijn de alternatieven?

Manueel of mechanisch wieden (borstel, hak, schoffel, bosmaaiër, maaimachine ...), thermische onkruidbestrijding, het gebruik van bodembedekkende planten of mulching. Dat zijn stuk voor stuk methodes met respect voor het milieu die u kan gebruiken om de buitenomgeving te onderhouden.

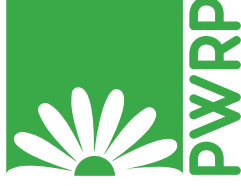
Al vanaf het ontwerp moet nagedacht worden over het onderhoud van gebieden in de open lucht (keuze van bodembedekking, planten, enzovoort). Dat bevordert de doeltreffendheid van alternatieve technieken.

Een informatiefiche is beschikbaar op de webpagina www.adalia.be/plantes-indesirables

Let op voor valse alternatieven!

Het is verboden om zout, azijn en bleekwater te gebruiken om onkruid van het voetpad te verwijderen. Sommige van die producten vormen een risico voor het leefmilieu en de gezondheid.

WAAALS PROGRAMMA VOOR DE REDUCTIE VAN PESTICIDEN (PWRP)



Het programma treft maatregelen uit de Europese richtlijn met als doel de risico's van pesticiden te verminderen.

De uitvoering ervan vertaalt zich vooral in: een beheer van openbare plaatsen zonder fytofarmaceutische producten, een versterking van de bescherming van het oppervlaktewater en grondwater tegen besmetting door pesticiden en een specifieke bescherming van de kwetsbaarste groepen tegen pesticiden (kinderen, zwangere vrouwen, zieken, en ouderen).

Voor meer informatie, surf naar environnement.wallonie.be/pesticides

Instellingen gesteund door Wallonië om u te helpen!



Adalia vormt, informeert en geeft raad aan particulieren over alternatieven voor pesticiden.
+32(0)4 250 95 82
www.adalia.be



Het gewestelijk comité PHYTO informeert over de wetgeving voor fytosanitaire producten en de wetenschap daarrond.
+32(0)10 47 37 54
www.crfphyto.be

